

MONDE

« La France n'acceptera pas que l'opposition birmane soit muselée ». Déclaration de M. SARKOZY après avoir reçu le « Premier ministre » de l'opposition birmane en exil, le Dr SEIN Win. Le Président de la République a appelé à l'adoption « sans tarder » de sanctions contre la Birmanie, et a demandé aux sociétés françaises, dont le pétrolier Total, de geler leurs investissements dans ce pays en raison de la répression des manifestations. 300 moines ont été arrêtés. Le régime a fait état d'une dizaine de morts. L'ambassadeur australien en Birmanie a affirmé que le nombre est bien plus élevé. Les manifestations des derniers jours ont réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes. En cause : le prix du pétrole multiplié par 5. La Chine, alliée du régime birman, a appelé le gouvernement à gérer « convenablement » la crise, tout en réaffirmant ne pas vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures. L'émissaire de l'ONU, Ibrahim GAMBARI, est arrivé à Singapour, d'où il devait repartir pour la Birmanie.

Le New Deal sarkosien. « C'est d'un nouvel état d'esprit dont le monde a besoin, c'est un véritable New Deal à l'échelle planétaire un New Deal écologique et économique » a lancé le Président français dans son premier discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. Le chef d'état a évité d'employer le mot « guerre » pour évoquer la crise avec l'Iran, et a affirmé que la France est prête à aider tout pays qui veut se doter du nucléaire civil.

Un appel à tous les responsables des Etats. « Il y a trop d'injustices dans le monde pour que le monde puisse espérer vivre en paix », a déclaré Nicolas SARKOZY, et d'ajouter « Au nom de la France, j'appelle tous les Etats à se réunir pour fonder le nouvel ordre mondial du XXI^{ème} siècle sur cette idée forte que les biens communs de l'humanité doivent être placés sous la responsabilité de l'humanité toute entière ».

Un appel solennel aux Nations unies, pour qu'elles « se donnent les moyens d'assurer à tous les hommes l'accès aux ressources vitales, à l'eau, à l'énergie, à l'alimentation, aux médicaments, à la connaissance » et « prennent en main la question d'une plus juste répartition des profits, de la rente des matières premières » et des « rentes technologiques ».

Ode au « multilatéralisme ». Il est urgent de renforcer et réformer l'ONU. Nicolas SARKOZY a plaidé pour un renforcement de l'ONU, dont la réforme, a-t-il estimé, ne peut plus attendre. La « cohésion » et la « détermination » de la communauté internationale sont pour le monde une « nécessité vitale » et le « seul remède » qui puisse être dressée contre « l'aveuglement et la folie » des hommes.

La France et la communauté internationale doivent être au service de la paix. « La France demande l'action, la France encourage l'action, la France sera au rendez-vous de l'action au service de la paix dans le monde », a lancé Nicolas SARKOZY. Et de préciser : « Il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale transige avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et avec les droits de l'homme, si elle n'est pas soudée par une même volonté de lutter contre le terrorisme et d'en finir avec les crises du Moyen-Orient et d'Afrique ».

Le « Quartettete pour le Proche-Orient » en faveur du projet américain de conférence internationale. But de la conférence prévue en novembre aux Etats-Unis : dessiner les contours d'un Etat palestinien. Le Quartettete - Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU - et son coordonnateur

Tony BLAIR, estiment que « *les choses bougent* ». Première étape : les Etats-Unis ont annoncé leur intention d'inviter à cette conférence les parties concernées (Israël et l'Autorité palestinienne), leurs voisins dans la région, le Quartette, les membres du comité de suivi de la Ligue arabe : la Jordanie et l'Egypte le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, mais aussi la Syrie... M. BLAIR, qui est aussi chargé d'œuvrer à la mobilisation de l'assistance internationale à l'Autorité Palestinienne, a annoncé la tenue d'une réunion internationale des donateurs à la fin de l'année.

Bernard KOUCHNER n'ira pas - pour l'instant - à Téhéran. « *Je pense que les conditions d'un voyage aujourd'hui à Téhéran ne sont pas remplies. Dans les couloirs de l'ONU, on peut discuter. Un voyage à Téhéran, c'est autre chose* ». Propos de Nicolas SARRKOZY dans une interview publiée par le New York Times. L'Iran pour sa part a déclaré qu'il ne voyait « *aucun obstacle* » à la venue à Téhéran du chef de la diplomatie française, qui avait évoqué cette possibilité.

Le Président iranien à New York. M. AHMADIENJAD a été invité par l'Université Columbia pour une conférence. Des manifestants ont protesté contre cette invitation, qui a pourtant donné lieu à un feu nourri de questions de la part des étudiants présents à la conférence. Quelques dérapages de la part du Président iranien : « *Il n'y a pas d'homosexuels dans mon pays, je ne vois pas qui vous a dit ça, on a pas de problème avec les homosexuels* ».

Liban. La séance du Parlement libanais convoquée pour élire le président de la République a été ajournée au 23 octobre pour permettre à la majorité et l'opposition, en conflit ouvert, de s'entendre sur un nom avant la fin du délai constitutionnel dans deux mois. Les députés élisent le président à la majorité des deux tiers au premier tour, à la majorité simple ensuite.

Le nouvel « MD » du FMI : ce sera DSK. Les 24 administrateurs du Fonds monétaire international, qui se réunissent ce vendredi à Washington pour élire leur nouveau « *managing director* », poste de directeur général, voteront tous pour lui. Remettant en cause la règle qui veut qu'un Européen dirige le FMI, Dominique STRAUSS-KHAN s'était lancé dans un voyage de « *60 000 miles* », se rendant dans une trentaine de pays - les deux tiers de la population mondiale - pour « *écouter* ».

EUROPE

Seule l'indépendance du Kosovo peut apporter la stabilité dans les Balkans, selon Condoleezza RICE, et la secrétaire d'Etat américaine d'ajouter « *l'Europe doit, à l'image des Etats-Unis, soutenir l'idée d'un Kosovo souverain* ». Elle a estimé que les négociations parrainées par l'Union européenne, la Russie et les Etats-Unis avaient des chances de déboucher sur une « *issue à l'amiable* », même si les dirigeants albanais du Kosovo et la Serbie ne s'entendent pas sur le statut définitif de la province. Certains pays de l'UE sont réticents à l'indépendance du Kosovo comme la Slovaquie, la Roumanie, Chypre ou même dans une certaine mesure, la Grèce.

Aleksander KWASNIEWSKI, candidat au poste de Premier ministre en Pologne. L'ancien Chef de l'Etat (1995 et 2005), veut un débat télévisé avec Jaroslaw KACZYNSKI, qui l'a accepté. Le parti des frères KACZYNSKI au pouvoir, « *Droit et Justice* », est au coude-à-coude dans les sondages avec les libéraux de Donald TUSK. 26 à 34% selon les enquêtes contre 10 à 16% pour l'alliance de centre-gauche. Les élections anticipées ont lieu deux ans avant l'échéance normale.

Le tourisme des seniors. Jacques CHIRAC et l'ancien chancelier allemand SCHRÖDER ont effectué une visite privée à Sotchi. Ils y étaient invités par Vladimir POUTINE.

La Belgique au bord du divorce ? Alors que la Belgique, toujours sans gouvernement, reste plongée dans une grave crise politique, une pétition signée par de nombreuses personnalités, dont la

chanteuse Axelle RED, a été mise en ligne, exhortant les Belges à exprimer leur attachement à l'unité du pays en affirmant vouloir « *la solidarité, pas la scission* ». <http://www.reddesolidariteit.be>

MONDE AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Force mixte ONU-UNION européenne au Tchad et en Centrafrique. Adoption par le Conseil de sécurité. But de ce déploiement dans l'Est du Tchad et le Nord-est de la Centrafrique : protéger les civils touchés par le conflit du Darfour.

Peine de mort par injection... inconstitutionnelle ? La Cour suprême des Etats-Unis a annoncé qu'elle acceptait d'examiner le recours de deux condamnés à mort du Kentucky qui estiment que la méthode d'exécution par injection mortelle est contraire à la constitution.

Hugo CHAVEZ à Paris. Le président vénézuélien a annoncé avoir accepté de se rendre en France à l'invitation de son homologue français Nicolas SARKOZY, sans préciser de date. « *SARKOZY, avec lequel j'ai déjà parlé deux fois au téléphone m'a dit : + je vous attends à Paris+, et je vais à Paris* », a déclaré Hugo Chavez.

Yasuo FUKUDA, élu Premier ministre par la chambre basse du parlement Japonais. Yasuo FUKUDA a recueilli 338 voix, (majorité à 239) contre 117 à Ichiro OZAWA, chef du Parti démocratique. Ce dernier a en revanche remporté le vote du Sénat, contrôlé par l'opposition. Yasuo FUKUDA, s'est engagé à ce que le Japon demeure un allié solide des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, à améliorer les relations du Japon avec la Chine et à s'attaquer aux inégalités croissantes.

Nicolas SARKOZY en Afghanistan au printemps prochain. Annonce à l'issue d'une rencontre avec le Président afghan Hamid KARZAÏ en marge d'un sommet sur le changement climatique à l'ONU. Le Président précise : « *j'ai redit l'engagement déterminé de la France au service d'un Etat afghan indépendant* ».

POLITIQUE INTÉRIEURE

Budget 2008 : la stabilisation des déficits. Le projet de loi de finances (PLF) 2008 prévoit un déficit de l'Etat de 41,7 milliards d'euros (en très légère amélioration seulement par rapport à 2007). Au total, les dépenses de l'Etat se montent à 271,8 milliards d'euros. Concernant la dette, l'objectif du gouvernement est de la ramener à 64% du PIB en 2008, après 64,2% prévu en 2007. Le déficit public (Etat, Sécurité sociale et collectivités locales), qui constitue lui aussi l'une des principales références de l'Union européenne pour évaluer la gestion des Etats membres, est fixé à 2,3% du PIB en 2008 après 2,4% prévu en 2007.

Budget du Ministère des Affaires étrangères : stabilité. 2,28 milliards d'euros à « l'action extérieure de l'Etat », un montant comparable à celui adopté en 2007 (2,26 milliards d'euros). Le programme « Français à l'étranger et étrangers en France » reçoit quant à lui 311 millions d'euros.

Le programme « Rayonnement culturel et scientifique », en particulier le réseau AEFÉ, est doté de 490 millions d'euros. Un effort de 20 millions d'euros supplémentaires est fait pour prendre en charge les frais de scolarité des élèves français en classe de Terminale dans les Lycées français à partir de la rentrée 2007, une mesure qui sera étendue dans les prochaines années aux classes de Première et de Seconde. L'AEFE a accueilli en 2006 163.545 élèves, contre 158.946 en 2005.

Les réactions à l'annonce du PLF : François HOLLANDE a dénoncé un projet « *incohérent, insincère et inconséquent* », qui annonce « *la prochaine promotion de l'austérité* ». Le Nouveau Centre

juge que le budget 2008 n'est « *pas raisonnable* » car trop timoré dans la réduction des déficits publics. Les commentateurs de la presse française, y voient un budget de « *transition* » loin de la « *rupture* ». « *Un budget sous contrainte* » mais pas « *d'austérité* », affirme pour sa part Eric BESSON, le secrétaire d'Etat à la Prospective. Jean-Claude TRICHET, Président de la Banque centrale européenne, a déclaré que « *les finances publiques françaises* » étaient « *en très grande difficulté* » et que le Premier ministre François FILLON avait eu « *raison de le souligner* ».

Les journées parlementaires de l'UMP, nouvelle version. L'UMP a modernisé la formule de ses journées parlementaires, qui ont lieu ce week end à strasbourg. Trois forums sont organisés sur le pouvoir d'achat et l'école, l'Europe, et « *qu'est-ce qu'un parlementaire moderne* ». Les parlementaires et les « *grands témoins* » invités sont confrontés à un panel de 25 Français constitué par l'institut TNS-Sofres et à des questions posées par SMS. La salle est agencée sur le modèle de la chambre des communes britannique, avec les parlementaires face au panel.

« La Gauche Moderne », c'est le nouveau parti politique créé par Jean-Marie BOCKEL.

L'objectif du maire de Mulhouse, qui se définit comme « *social-libéral* » et « *sarkozyste de gauche* » est de créer avec *La Gauche moderne* une formation politique, composante de la majorité présidentielle, capable de présenter des candidats et d'incarner l'ouverture dans des listes municipales. Mais pas avec celles du PS... Le Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, ex-socialiste, est entré au gouvernement au titre de l'ouverture. Il fait le pari qu' « *on peut être de gauche et allié à SARKOZY* ».

HOLLANDE et BAYROU se mettent d'accord. Lors d'une rencontre de 3 quarts d'heure à huis clos, les deux dirigeants de l'opposition se sont accordés sur « *plusieurs principes essentiels* » concernant la réforme des institutions. Quatre grands thèmes de convergence : « *la nécessité d'une vraie séparation des pouvoirs* », qu'il s'agisse de la justice ou des médias, la mise en œuvre de « *droits nouveaux* » pour les citoyens, et surtout « *une loi électorale plus juste* ».

Augustin LEGRAND n'ira pas au gouvernement. Le porte-parole des « *Enfants de Don Quichotte* » a refusé la mission que voulait lui confier Christine BOUTIN, ministre du Logement et de la Ville. « *On m'a proposé le suivi du "Plan grand froid", mais quelle légitimité ai-je sur ce dossier ? Il faut qu'ils trouvent un meilleur pilote que moi pour ce plan* » dit-il. Médiatisé depuis la « *crise des tentes* » pour les SDF, installées l'hiver dernier le long du Canal St Martin à Paris, Augustin LEGRAND assure la co-présidence du comité de suivi.

Jack LANG lève le voile... « *Nous allons donner aux citoyens de nouveaux droits* ». Le vice-président du comité BALLADUR chargé de réfléchir sur les institutions cite le « *droit de saisir le Conseil constitutionnel et le droit de saisir le Conseil supérieur de la magistrature* ». Il y aura aussi des propositions pour « *faire du Parlement français un vrai Parlement, qui a la maîtrise de la loi, notamment de l'ordre du jour, mais aussi de l'élaboration du texte. Il estime devoir éliminer toute une série de pressions qui s'exercent sur le Parlement* ».

...Mais pas sur les Députés des Français de l'Etranger. En revanche, pas un mot sur les propositions de création de députés des Français de l'Etranger. A noter l'opposition de Josselin de ROHAN, Président du Groupe UMP au Sénat, qui a demandé, lors de son audition devant le Comité, que « *que le Sénat représente les collectivités locales et les Français de l'étranger* ». Il se dit défavorable à « *l'élection de députés, parce que les Sénateurs se sont parfaitement acquittés de cette fonction de représentation* ». La quasi totalité des Sénateurs des Français de l'Etranger ont adressé une lettre au Président BALLADUR pour soutenir cette réforme et la demande de l'Assemblée des Français de l'Etranger. Le comité devrait rendre ses conclusions d'ici quinze jours à trois semaines, en avance sur les prévisions. Une réunion du Congrès devrait se tenir à Versailles fin 2007 ou début 2008.

Christian ESTROSI veut renforcer la stabilité des institutions en Polynésie. Le Secrétaire d'Etat à l'outre-mer a transmis à l'Assemblée de la Polynésie française son projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Adoption du projet de loi très controversé sur la ratification du protocole de Londres, malgré l'opposition farouche d'une partie des députés. L'UMP et le Nouveau centre ont voté pour, ainsi que le PS. Les députés souverainistes Jacques MYARD (UMP) ou Nicolas DUPONT-AIGNAN (non-inscrit) ont tenté de faire barrage à un texte qui revient selon eux à « *liquider la langue française* » et à servir des « *intérêts anglo-saxons* ». Plusieurs députés socialistes ont également voté contre, ainsi que le groupe des députés communistes et Verts. Pour être définitivement approuvé, le texte devra encore être adopté par le Sénat, qui devrait en débattre le 9 octobre. Le protocole de Londres, conclu en octobre 2000, prévoit que les brevets européens pourront être déposés en trois langues (anglais, allemand, français) et supprime l'obligation de les traduire dans la langue des 32 Etats membres de l'Office européen des brevets (OEB).

Sénat

Le nouveau Code du Travail adopté. Il s'agit d'une réécriture de fond en comble de ce texte qui régit la vie professionnelle de 17 à 18 millions de salariés en France. « *Le but de l'opération, c'est de restituer aux praticiens du code du travail un outil modernisé, compréhensible et opérationnel, dans le respect du droit constant* », l'UMP et UDF ont voté pour. Le PS et PCF ont voté contre. L'Assemblée nationale doit à présent se prononcer.

Test ADN. 24 voix contre 13, la commission des Lois du Sénat a supprimé l'article du projet de loi sur la maîtrise de l'immigration prévoyant la possibilité de recourir à des tests génétiques dans le cadre du regroupement familial. Il a été adopté la semaine dernière - par 91 voix contre 45 - au terme d'un débat houleux à l'Assemblée avec une période d'expérimentation de deux ans. Le Sénat doit examiner le texte à partir du 2 octobre.

A venir en séance. Retour aux tarifs règlementés. Approuvée par la commission des Affaires économiques de la Haute Assemblée, cosignée par M. PINTAT et plusieurs dizaines de ses collègues, la proposition de loi de Ladislas PONIATOWSKI, sénateur (UMP), sera débattue au Palais du Luxembourg le 1^{er} octobre prochain.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Financement de la Sécurité Sociale et loi de Finances pour 2008. Les propositions importantes de la réforme concernent le crédit d'impôt recherche et la majoration du crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt immobilier (40% la première année).

Communications. Saison touristique en France : cet été, en dépit de mauvaises conditions météorologiques, l'hôtellerie et la restauration ont réalisé un chiffre d'affaires croissant en moyenne de 2 à 3% par rapport à 2006. / Le bilan de la campagne de lutte contre les feux de forêt en 2007.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

11 800 chômeurs de plus en août. Le nombre de chômeurs reste toutefois au-dessous de la barre de deux millions de personnes, avec 1.970.600 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à la fin août.

Retour de la France dans les structures militaires intégrées de l'OTAN ? C'est possible, à deux conditions selon le Président de la République : il faut une Europe de la défense, quelle que soit l'importance de l'OTAN ; il faut également une place dans les instances de direction, au plus haut niveau, pour des représentants de la France.

Ghadr (destin), Un missile iranien de longue portée (1800 KM). Téhéran a présenté ce nouveau missile, affirmant qu'il pouvait franchir 1.800 km, à l'occasion d'un imposant défilé militaire. 3 avions Saegheh, le nouvel appareil de chasse iranien, présenté comme un appareil dernier cri, ont survolé la parade

Un Superjet russe. Premier avion de ligne moderne, il est destiné au transport régional avec 78 à 98 places. Snecma, la division moteurs aéronautiques de Safran, coopère avec le russe NPO Saturn au développement des moteurs du Superjet 100 tandis que le groupe français d'électronique de défense Thales est chargé de l'avionique. La Russie espère exporter dans le monde entier et vendre 100 avions d'ici la fin de l'année à un prix attractif, estimé à 25 millions de dollars.

UbiFrance. Hervé NOVELLI, secrétaire d'Etat aux entreprises et au Commerce extérieur, a regretté que les entreprises françaises ne soient pas suffisamment nombreuses à exporter. Il a déclaré souhaiter élargir la liste des pays du dispositif Cap export lancé fin 2005 et renforcer Ubifrance pour que les entreprises françaises ne décrochent pas dans la compétition mondiale.

Consommation. Les dépenses de consommation des ménages français manufacturés ont poursuivi leur hausse en juillet et en août, progressant respectivement de 0,9% et de 1% par rapport au mois précédent, après une hausse de 1,6% en juin, a indiqué l'Insee.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Prise en charge des frais de scolarité pour les classes de Terminale pour les lycéens français à l'étranger : l'instruction d'application de la décision ont été adressée par l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) aux postes consulaires. A savoir : - Instruction de prise en charge 2007,- Formulaire de demande prise en charge, - Brochure d'information. Ces documents sont disponibles en cliquant sur l'adresse : <http://www.aefe.diplomatie.fr/docs.php?q=all> Certaines dispositions ou formulations semblent soulever des interrogations auxquelles il devrait être répondu.

Les élus des Français de l'étranger sur CouleurFrance.net. La radio en ligne commence le tour du monde des conseillers AFE avec Jean LACHAUD, élu pour la circonscription de Washington. Diffusion ce vendredi dans les tranches horaires suivantes (heure de Paris) entre 9h10et 9h20 / entre 12h30 et 12h45 / entre 16h et 16h15 / entre 19h30 et 19h45 / entre 23h et 23h15. Vous pourrez aussi l'écouter en « podcast » sur le site.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

L'école le samedi, c'est fini. Le Ministre de l'Education nationale, Xavier DARCOS, a annoncé la suppression des cours le samedi matin à l'école primaire dès la rentrée 2008, précisant qu'il souhaitait étendre « *très vite* » le dispositif au collège. Les heures libérées le samedi matin seront dédiées aux « *15% d'élèves qui sont en très grande difficulté scolaire* », a ajouté le ministre. Le ministre a toutefois souhaité « *que l'on fasse l'école ouverte* » le samedi matin, « *c'est-à-dire que l'école puisse s'ouvrir à des activités de type culturel, de type sportif (...) pour que les élèves ne soient pas livrés à eux-mêmes* ». Les professeurs encadrants seraient volontaires.

« L'enseignement catholique doit rester ouvert à tous les jeunes, quelles que soient leurs convictions religieuses, philosophiques ou politiques ». Déclaration de son nouveau secrétaire général Eric de LABARRE. Pour ce professeur d'université laïque « *Il n'y a pas de mathématiques chrétiennes, mais il y a une façon chrétienne d'enseigner les mathématiques, la philosophie, la littérature, l'histoire, la biologie...* » Une réponse indirecte à Mgr CATTENOZ, qui avait estimé que, « *victime de son succès, l'enseignement catholique avait perdu son caractère propre* ».

Grenelle et OGM. La question du moratoire sur les cultures OGM « *n'a pas été tranchée* », a déclaré le ministre de l'Ecologie Jean-Louis BORLOO après avoir reçu le président de la FNSEA Jean-Michel LEMETAYER. « *Sur le fond, on attend la fin du mois, c'est à dire l'issue du processus du Grenelle de l'environnement* », a expliqué le Ministre. « *Mon sentiment c'est que ce sera plutôt fait dans le cadre de la rédaction d'une loi* », « *C'est le président qui décidera* » a-t-il ajouté.

Heures sup'. Le décret sur l'exonération des heures supplémentaires a été publié le 25 septembre dernier au Journal officiel à quelques jours de l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre de la loi du 21 août en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « *paquet fiscal* ». Le dispositif sur les heures supplémentaires prévoit la déduction du paiement de ces heures du revenu imposable des salariés et la réduction des cotisations sociales tant pour l'employé que pour l'employeur.

Chiens dangereux : le Ministre de l'Intérieur durcit le ton. A la suite d'une série d'accidents, Michèle ALLIOT-MARIE a annoncé qu'elle comptait durcir la législation actuelle d'ici le mois d'octobre. Mesures prévues : instauration d'une formation obligatoire pour les propriétaires de chiens dangereux, production obligatoire d'un certificat vétérinaire, renforcement des pouvoirs des préfets pour ordonner l'euthanasie des chiens en cas d'atteinte à la personne ou de menace.

Baisses des prix. Luc CHATEL, Secrétaire d'Etat en charge de la Consommation et du Tourisme, a déclaré que le souhait du Président de la République de baisser les prix dans les grandes surfaces se réaliserait par le jeu de la concurrence.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Pour le nucléaire civil contrôlé. 16 pays sont membres du GNEP, Partenariat mondial sur l'énergie nucléaire, qui vise à développer des réacteurs nucléaires qui ne pourront pas être utilisés pour fabriquer des armes atomiques. 11 nouveaux pays ont en effet officiellement signé à Vienne cet accord et ont rejoint les 5 principaux producteurs mondiaux de combustible nucléaire (France, Etats-Unis, Russie Chine et Japon). Parmi les nouveaux venus : l'Australie, le Kazakhstan ou la Jordanie. Le GNEP

CARNET

Décès

Le mime Marceau n'est plus. Bip, le clown mélancolique et poétique, alias Marcel MARCEAU est décédé. Ce Pierrot du XX^{ème} siècle créé en 1947 avait fait renaître l'art de la pantomime et était devenu l'un des artistes français les plus connus dans le monde, en particulier Etats-Unis, au Japon et en Chine. Le « *Picasso du mime* » est mort à l'âge de 84 ans. Jean COCTEAU disait de Bip-Marceau : « *Il entre chez nous sur ses pieds de voleur avec le terrible sans-gêne du clair de lune* »...

Sports

Mondial de Rugby. Le Japon, a tenu en échec le Canada (12-12), le deuxième match nul de l'histoire de la Coupe du monde, et le Portugal, a été défait de justesse par la Roumanie (10-14),

Les Bleus affrontent la Georgie ce dimanche à Marseille avec encore obligation de victoire.

Nominations

François BARRY-DELONGCHAMPS, jusqu'alors directeur des Français à l'étranger, devient ambassadeur en Pologne.

Brice LALONDE, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique.

François DULUC, conseiller pour le développement de la démocratie parlementaire à l'ONU.

Thierry FRAYSSE, devrait être nommé ambassadeur au Nicaragua.

Laurent TRUCHOT, juge du Tribunal de première instance des Communautés européennes.

Jean-Christophe PEAUCELLE, directeur adjoint des affaires économiques et financières au MAE.

Bruno VIVEZ, chef de mission économique au Sri Lanka.

Luc FONS, magistrat de l'ordre judiciaire, est nommé secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

Philippe SEGUIN, Président du Conseil d'administration de l'IEP d'Aix en Provence.

Parlementaires membres de la Délégation française à la 62^{ème} Assemblée Générale de l'ONU

- **Axel PONIATOWSKI**, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ;
- **Serge VINÇON**, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat ;
- **Martine AURILLAC**, député ;
- **Jean-Pierre CANTEGRIT**, sénateur ;
- **Robert del PICCHIA**, sénateur ;
- **Elisabeth GUIGOU**, député ;
- **Hubert HAENEL**, sénateur ;
- **Renaud MUSELIER**, député ;
- **Jean-Pierre PLANCADE**, sénateur ;
- **Serge POIGNANT**, député ;

A noter aussi la présence sur la liste d'**André LEWIN**, président de l'Association française pour les Nations unies.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr